

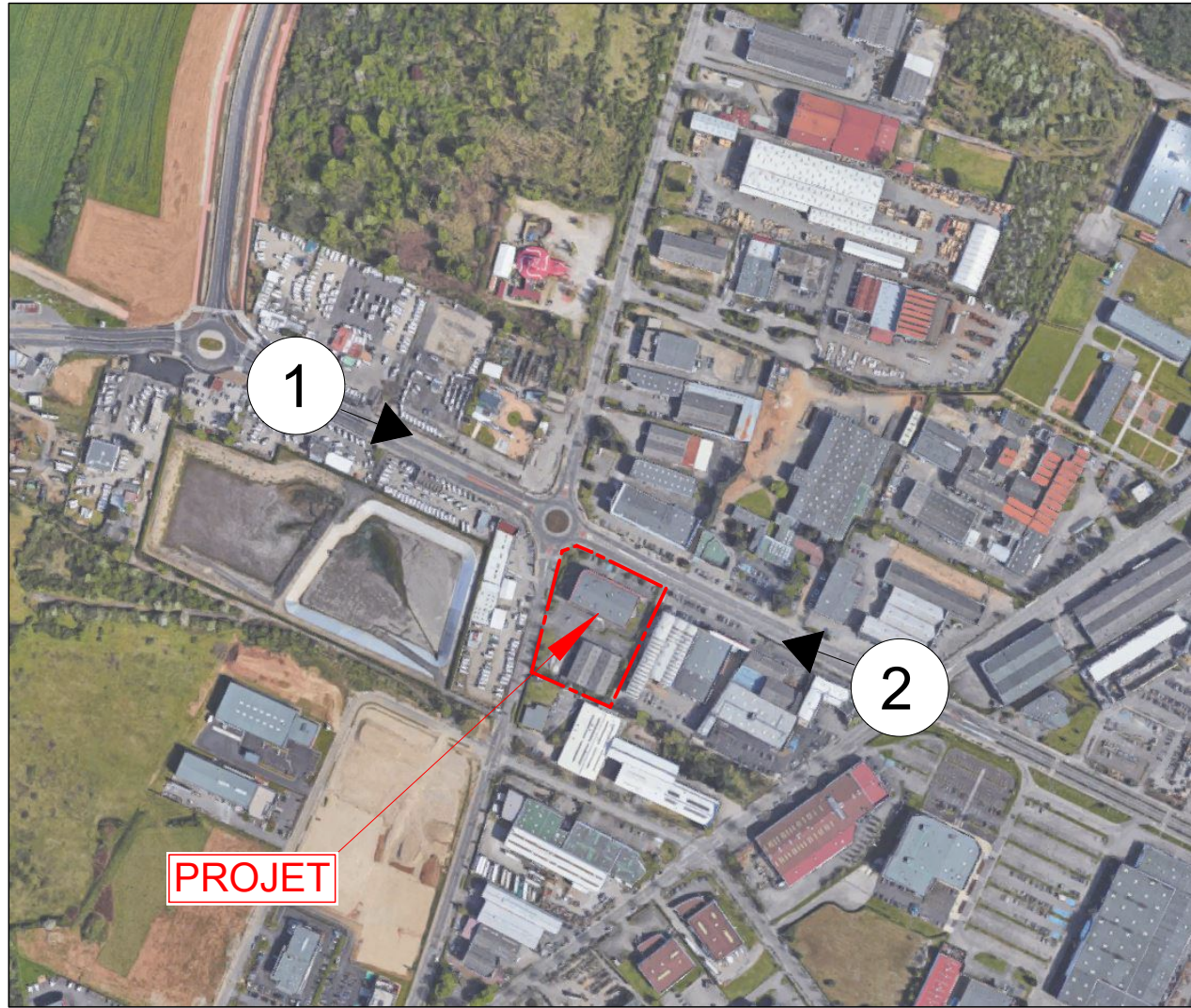
Annexe 2



Annexe 3







Vue aérienne avec la position des photographies (sans échelle)



① - vue du projet dans le paysage lointain depuis la route de Grenoble

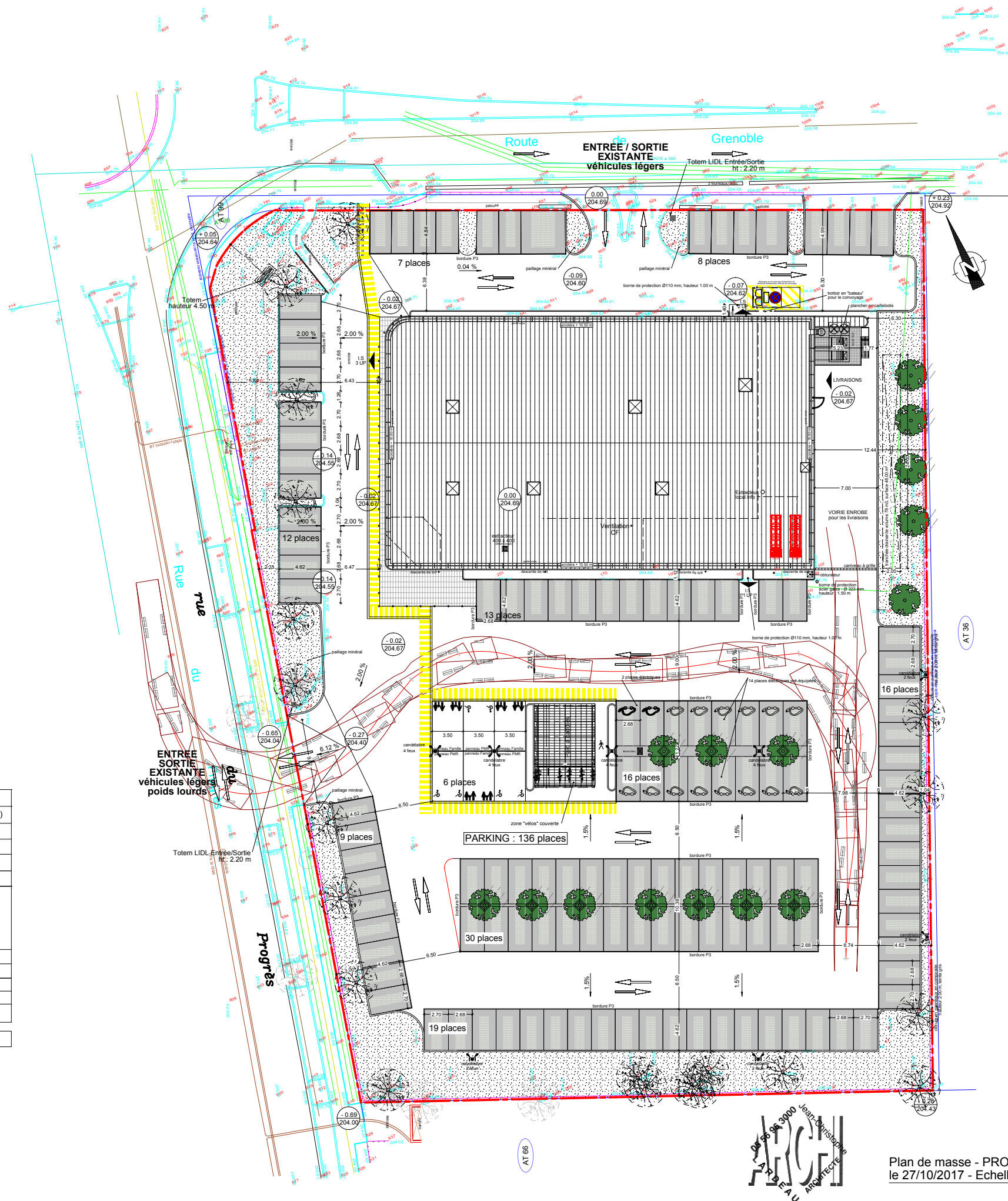


② - vue du projet dans le paysage proche depuis la route de Grenoble

Annexe 4

TABLEAU DES SURFACES	
Désignations	Surfaces (m²)
Terrain selon application cadastrale (ATn'98)	7 306.00
Terrain selon relevé du géomètre	7 268.00
Emprise au sol	1 378.13
Surface de plancher Rdc + Etage	1 398.00
Parking	4 510.10
Aire de stationnement "place autopartage"	0.00
Aire de stationnement "place électrique"	241.65
Aire de stationnement traitée en "ecomousse"	1 470.70
Aire de stationnement traitée en "enrobé"	118.35
Circulations	2 679.40
Parvis	75.00
Trottoirs	78.95
Espaces verts	1 143.10
Arbres	35 unités
* existants	20 unités
* à planter	15 unités

PARKING : 136 places

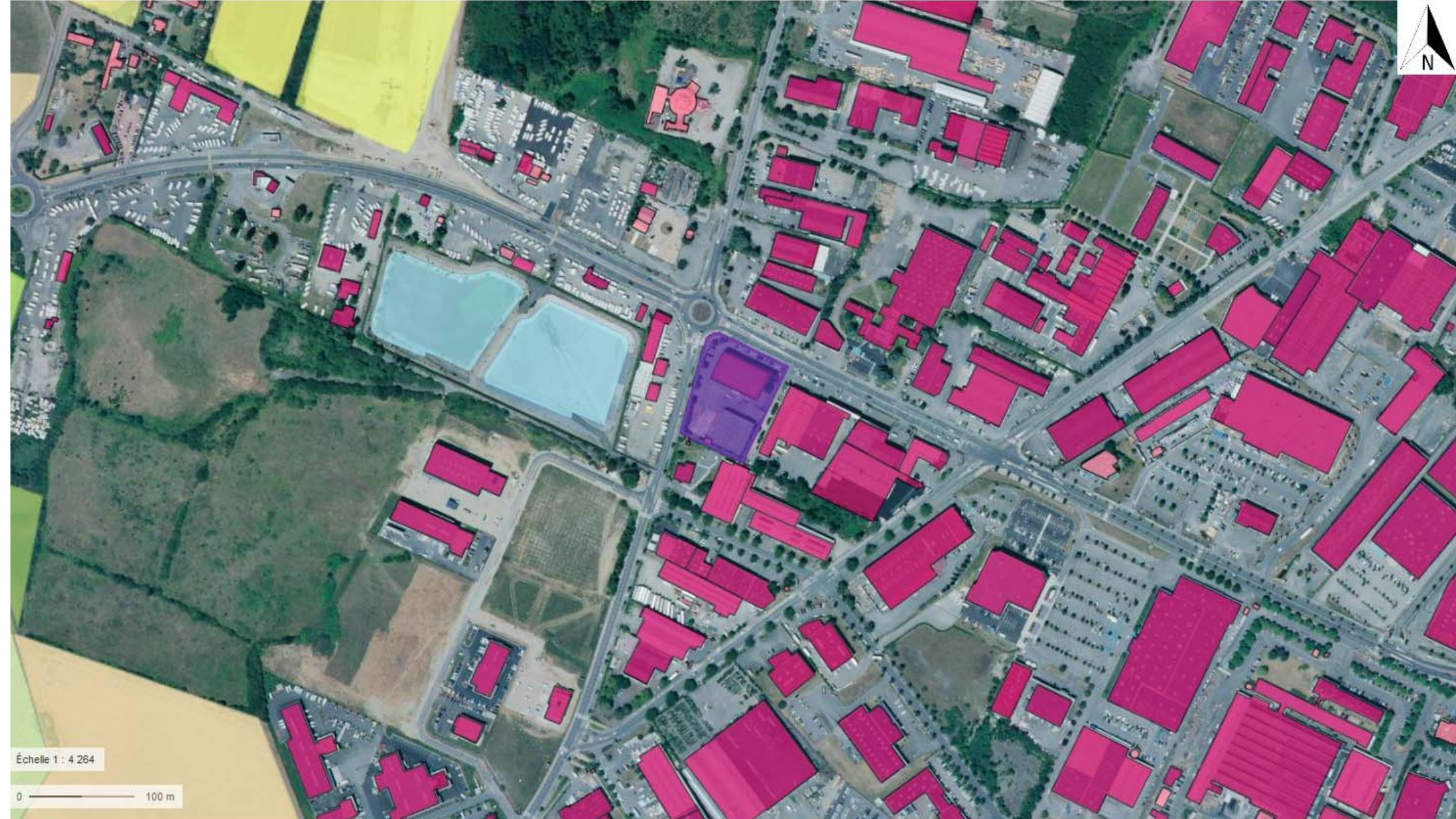


06 99 96 3000 Jean-Christophe
L. A. R. M. A. U.
ARCHITECTE

Plan de masse - PROJET
le 27/10/2017 - Echelle : 1/500°

LIDL
231 Route de Grenoble
69 800 SAINT PRIEST

Annexe 5



source: Géoportail

Légende:

Registre parcellaire graphique (RPG) 2014

- colza
- orge
- fourrage
- prairie temporaire

Bâtiments

- batiment à caractère industriel, commercial ou agricole
- autre bâtiment

Autres

- hydrographie
- site du projet

Annexe 6



Site NATURA 2000 (directive habitats) n° FR8201785
"Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage"

Site d'étude

Échelle 1 : 68 220

0 1000 m

source: Géoportail, INPN
date: 26/09/2017

Annexe 7

LIDL

Saint-Priest (69)

Examen au cas par cas - Auto-évaluation

Rapport R001-1613272-CML-V01

9 novembre 2017

Table des matières

Fiche contrôle qualité	3
1 Introduction.....	4
1.1 Objectifs de l'étude	4
1.2 Méthodologie	5
1.3 Documents de référence	5
2 Caractéristiques générales du projet	7
2.1 Localisation du projet	7
2.2 Présentation du projet	9
3 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée	11
4 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine.....	15
5 Conclusion de l'auto-évaluation	19
6 Limites de validité	20

Liste des tableaux

Tableau 1.1 Nomenclature des projets en annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement (extrait)	4
---	---

Liste des figures

Figure 2.1 : Localisation du site (<i>Source : geoportail.gouv.fr</i>)	7
Figure 2.2 Plan masse du projet (<i>Source : Cabinet d'Architecte Jean-Christophe LARDEAU</i>) ...	10

Annexes

1. Plans de masse : projet de magasin LIDL et son parking ; bâtiment à démolir
2. Notice d'insertion paysagère
3. Arrêté fixant la liste des communes incluses dans la ZRE des couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais
4. Zonages naturels autour du site d'étude
5. Etude de trafic simplifiée
6. Arrêté portant approbation du PPBE de l'Etat des grandes infrastructures de transport dans la Métropole de Lyon et le Département du Rhône

Fiche contrôle qualité

Destinataire du rapport	LIDL
Site	Saint-Priest (69)
Interlocuteur	Thibaut BARTH
Adresse	12, avenue du Maréchal Juin - Saint-Laurent-de-Mure (69)
E-mail	thibaut.barth@lidl.fr
Téléphone portable	04-37-25-70-39
Intitulé du rapport	Examen au cas par cas - Auto-évaluation
Notre référence / date	R001-1613272-CML-V01 du 2 novembre 2017
Rédacteur	Marie-Laure BONNEFOY – ml.challamel@tauw.com
Responsable de l'étude	Claire DUROUX – c.duroux@tauw.com
Superviseur	Basile GIDROL – b.gidrol@tauw.com

Coordonnées

Tauw France – Agence de Lyon
4, rue Victor Lagrange
69007 LYON

Tél : 04-37-65-15-55
Fax : 04-37-65-15-50

Représentant légal : Monsieur Eric MARTIN

Email : info@tauw.fr

Tauw France est membre de **Tauw Group bv** – www.tauw.nl

Tauw France – Siège social
Parc tertiaire de Mirande
14D rue Pierre de Coubertin
21000 DIJON

Tél : 03-80-68-01-33
Fax : 03-80-68-01-44

Gestion des révisions

Version	Date	Statut	Nombre de : Pages	Exemplaires client	Annexes	Tomes
V01	2 novembre 2017	Création du document	18	1	5	1
V02	09 novembre 2017	Corrections LIDL	18	1	5	1
Référencement du modèle de rapport : DS 88 21-11-11						

1 Introduction

La société LIDL projette de créer un nouveau magasin de commerce de détail, route de Grenoble à Saint-Priest (69).

Le magasin comportera un parking de 136 places attenant au magasin pour l'accueil des clients.

Tous les projets relevant d'au moins une catégorie listée au le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement (voir ci-dessous) font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas .

Tableau 1.1 Nomenclature des projets en annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement (extrait)

Catégories de projets	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs	-	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus. b) Dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs de 50 unités et plus.

Le nombre de places de stationnement du projet dépassant le seuil de 50 unités (rubrique 41), celui-ci est soumis à un examen au cas par cas.

Le présent rapport constitue l'auto-évaluation du projet, réalisée dans le cadre de l'examen au cas par cas en application de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

1.1 Objectifs de l'étude

L'objectif du présent document est de réaliser une auto-évaluation du projet de création d'un parking de 136 places attenant au magasin LIDL sur la commune de Saint-Priest (69).

Ce document vise à informer l'autorité environnementale sur les enjeux environnementaux du projet et de donner l'appréciation du porteur du projet sur la nécessité qu'il fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il en soit dispensé.

1.2 Méthodologie

Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition ainsi que les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine. Il décrit également, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de son projet sur l'environnement ou la santé humaine.

La liste détaillée des informations à fournir est définie dans un formulaire de demande d'examen au cas par cas dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'environnement (CERFA 14734*03).

Ce formulaire offre la possibilité au porteur du projet de s'exprimer sur les enjeux du projet et de donner son appréciation sur la nécessité qu'il fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il en soit dispensé.

Cette étude dénommée « auto-évaluation » doit porter sur les trois critères suivants qui permettent à l'autorité environnementale de prendre sa décision au regard des renseignements fournis :

- caractéristiques générales du projet ;
- sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée ;
- caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine.

Le porteur du projet peut également apporter des arguments supplémentaires sur des questions non directement abordées dans le formulaire et concernant par exemple :

- le choix du projet parmi les différents partis envisagés ;
- les garanties envisagées quant à la maîtrise des impacts résiduels...

1.3 Documents de référence

Les principaux documents de référence utilisés pour l'évaluation environnementales de type examen au cas par cas des projets sont les suivants :

- Le code de l'environnement Livre I, relatif aux dispositions communes, en particulier son titre II – chapitre II « Evaluation environnementale » et aux textes réglementaires applicables
 - partie réglementaire : articles R. 122-3 ;
- Arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
- Formulaire CERFA 14734*03 « Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale »

- Formulaire CERFA 51656#03 « Notice explicative pour les demandes d'examen au cas par cas »
- Guide de lecture de la nomenclature des études d'impact (R.122-2), MEEM, Février 2017

2 Caractéristiques générales du projet

2.1 Localisation du projet

Le projet de parking attendant au magasin LIDL est situé dans le département du Rhône (69), sur le territoire communal de Saint-Priest, route de Grenoble.

La commune de Saint-Priest fait partie de la communauté d'agglomération du Grand Lyon et se trouve à 3 km au Sud-Est de Lyon.

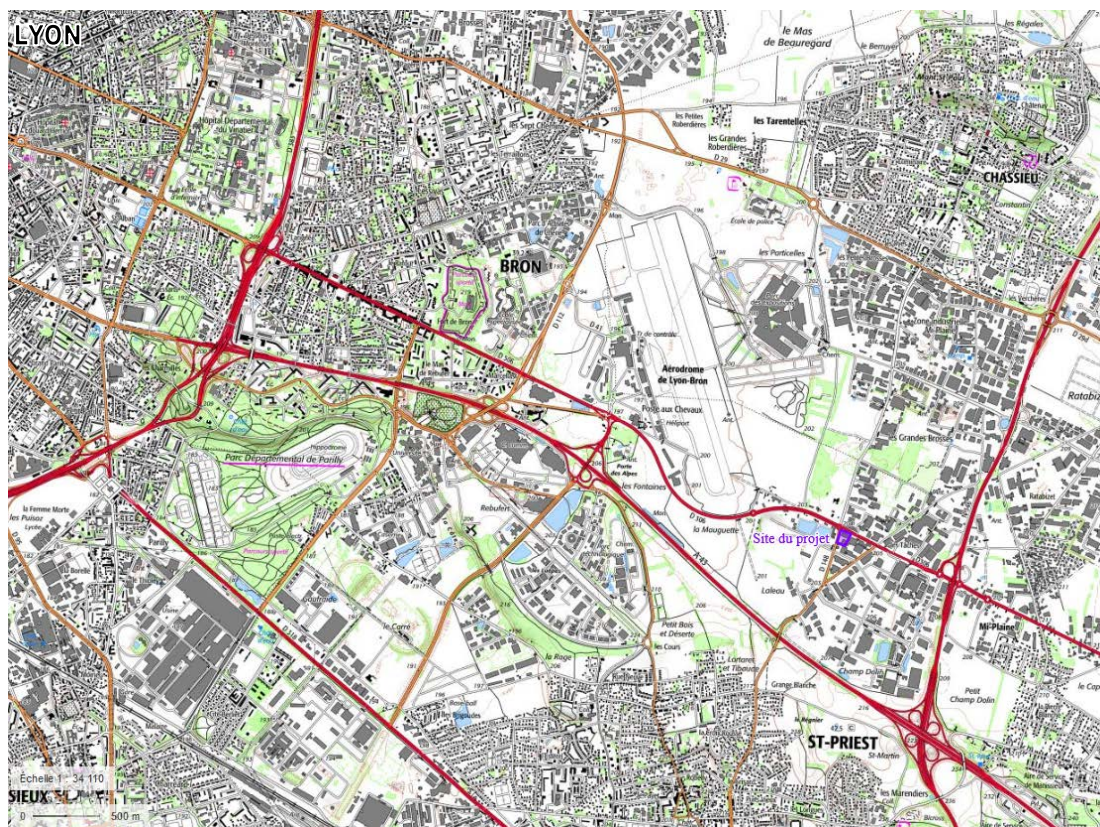


Figure 2.1 : Localisation du site (Source : geoportail.gouv.fr)

Le projet de parking du magasin LIDL est situé à proximité du futur centre commercial. Il est localisé sur une parcelle actuellement occupée par un magasin Chantemur (papiers peints) et son entrepôt.

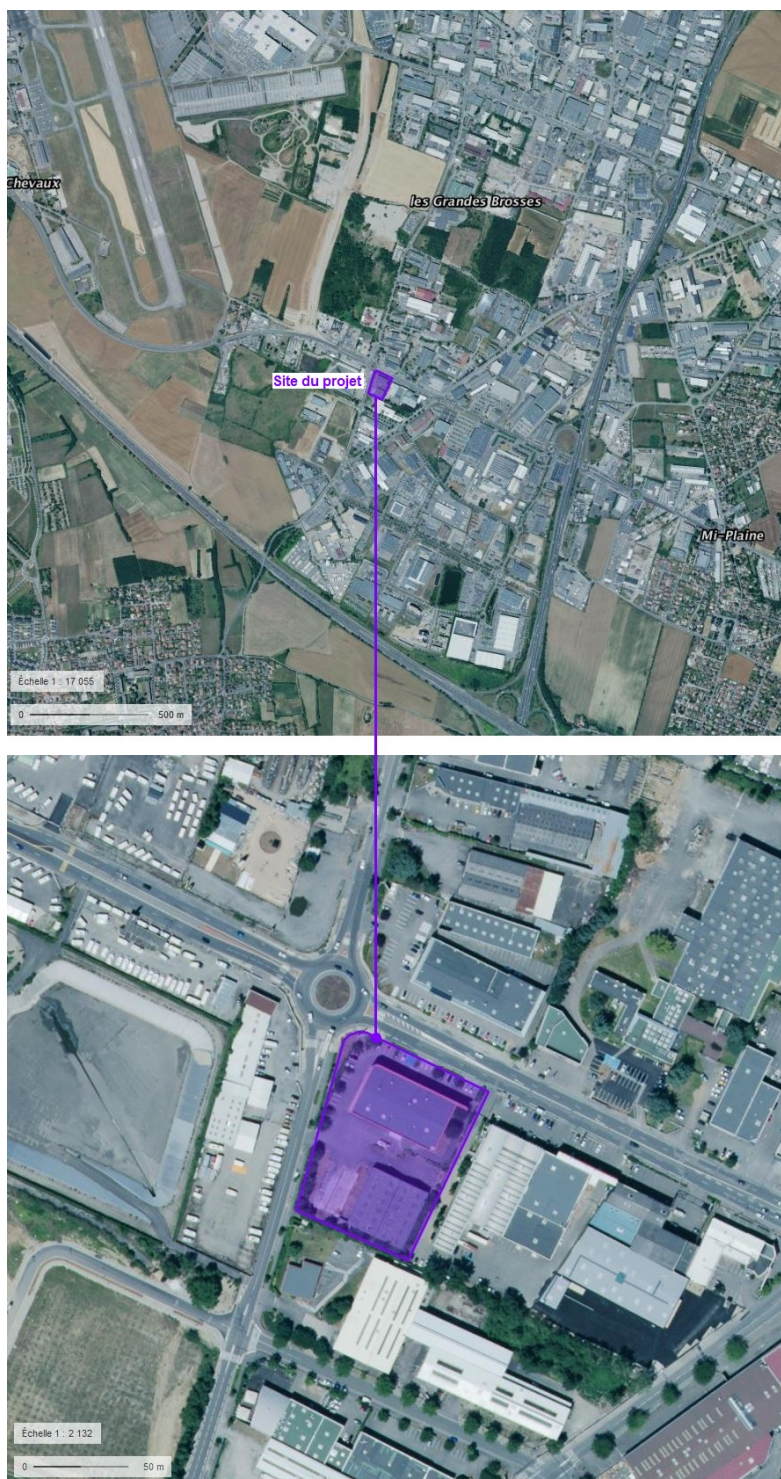


Figure 2.2 : Localisation du site dans la ville de Saint-Priest (Source : Géoportail)

2.2 Présentation du projet

La société LIDL projette de réaménager le site localisé 231 route de Grenoble, à Saint-Priest, au droit d'un magasin de vente de papiers-peints (Chantemur), afin d'y implanter un magasin LIDL et son parking.

Le bâtiment le plus récent du commerce Chantemur sera réaménagé afin d'accueillir le nouveau magasin LIDL. La mezzanine du magasin sera agrandie et la surface plancher du bâtiment sera augmentée de 30,55 m² et occupera une surface totale de 1395,25 m². Le bâtiment servant d'entrepôt au magasin Chantemur actuel, situé au Sud du site et d'une emprise de 1051,61 m², sera démoli pour être occupé par une partie du parking du futur magasin LIDL (Annexe 1).

Le projet, sur un terrain d'une superficie globale de 7 306 m², comprendra un parking de 4 510,10 m². Ce dernier sera composé de 136 places de stationnement, dont trois pour les personnes à mobilité réduite, trois pour les familles et 16 pour les véhicules électriques. Un parc à vélo couvert de 12 places sera également disponible derrière l'abri à chariots.

Le parking occupera essentiellement la partie Sud du terrain, suite à la démolition de l'entrepôt existant au Sud. Les 27 places de parking situées au Nord seront conservées et refaites en revêtement Ecovégétal. Les nouvelles places créées seront perméables, avec un revêtement de type Ecovégétal, excepté les 3 places PMR et les 3 places famille qui seront traitées en enrobé.

L'entrée et la sortie des véhicules légers pourra se faire par les deux accès existants sur la route de Grenoble et sur la rue du Progrès. Les poids lourds accèderont à la zone de livraison par l'accès existant sur la rue du Progrès. Aucun quai de déchargement n'est prévu.

En tout, 1 143,10 m² d'espaces verts seront aménagés. L'ensemble du parking sera planté de 35 arbres, donc 20 sont existants. Les surfaces d'espaces verts et le nombre d'arbres qui seront présents sont conformes au Plan Local d'Urbanisme de Saint-Priest. Les espaces non utilisés seront traités en espaces paysagers. Ils pourront être engazonnés et plantés d'arbres et de massifs arbustifs, ou traités en paillage minéral de type gravillons blancs, ardoise pilée, pouzzolane, briques pilées ou galets (Annexe 2).

LIDL / Saint-Priest (69) / Examen au cas par cas - Auto-évaluation

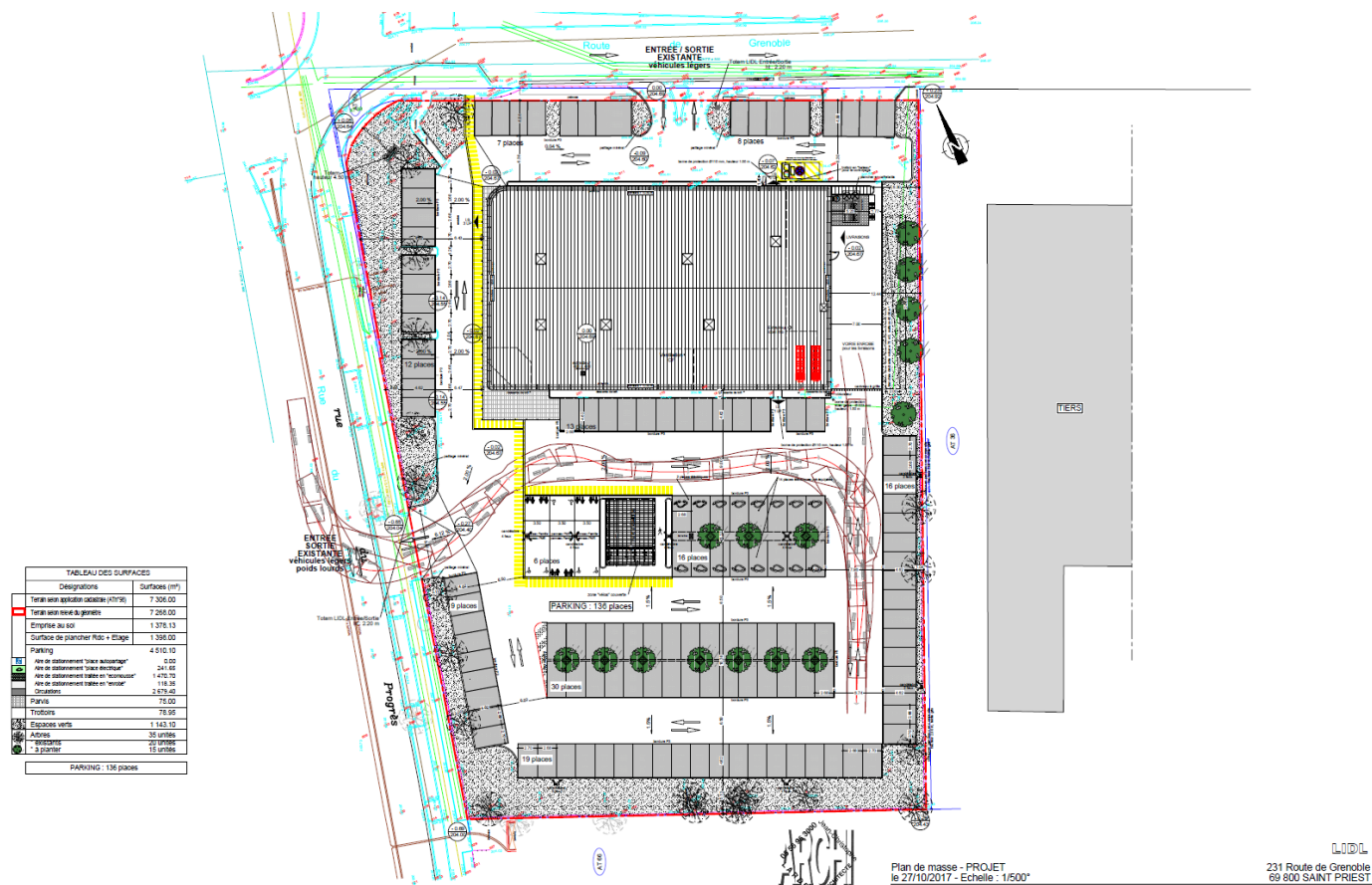


Figure 2.2 Plan masse du projet (Source : Cabinet d'Architecte Jean-Christophe LARDEAU)

3 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Le tableau de synthèse suivant reprend le diagnostic environnemental du parking du magasin LIDL à Saint-Priest (69) :

Eléments	Atouts du site	Contraintes du site
Milieu physique		
Climat	Saint-Priest possède un climat de type semi-continental, avec des précipitations importantes en été comme en hiver. La température moyenne minimale est de 8,1°C et la température maximale moyenne est de 16,9°C (1981-2010) (source : météo-France).	-
Topographie	Pente légère orientée au Sud.	-
Géologie	La géologie connue à partir des sondages réalisés sur le site est constituée de graves sableuses limoneuses entre 0,4 et 1m, avec ponctuellement une couche d'argiles limono-graveleuses; de sables graveleux entre 1 et 2m de profondeur au minimum (source : Etude de la qualité des sols, Tauw France, 2017).	Sol perméable au droit du site.
Hydrogéologie	-	La commune de Saint-Priest fait partie de la Zone de Répartition des Eaux des couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais, approuvée le 26/01/2016 (Annexe 3). Une nappe d'eau se trouve vers 10m de profondeur au droit du site, elle est donc vulnérable à une pollution issue de celui-ci. Cependant aucun usage sensible de cette nappe n'est fait en aval hydraulique du site étudié, ou à moins de 1,5 km de celui-ci.
Hydrographie	Pas de modification du réseau hydrographique. Pas d'impact possible sur les cours d'eau les plus proches qui se situent à plus de 6 km.	-

Eléments	Atouts du site	Contraintes du site
Qualité des eaux	Le captage d'eau potable le plus proche se situe en nappe à plus de 4 km au Sud-Est du site, soit en position non vulnérable. Les cours d'eau les plus proches du site correspondent au Rhône à 9 km à l'ouest du site et au canal de Jonage à 6,3 km au nord du site, en position peu vulnérable.	Bon état écologique et mauvais état chimique du <i>Rhône</i> en 2009 (source : Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse).
Qualité de l'air	-	Qualité annuelle de l'air globalement « moyenne » en 2014 face aux polluants atmosphériques (NO ₂ , particules en suspension et Ozone) et aux pollens (source : www.air-rhonealpes.fr).
Milieu naturel		
Zonage	Site localisé en dehors des zonages naturels (Annexe 4).	-
Occupation des sols	Terrain artificialisé (magasin, parking, espaces verts) et urbanisé, donc d'intérêt naturel très faible voire nul.	-
Flore	Absence d'espèce de valeur patrimoniale ou protégée au vu du terrain d'implantation.	-
Faune	Espèces présentes communes au vu du terrain d'implantation.	-
Zone humide	Absence de zone humide recensée sur le site d'étude.	-
Patrimoine et paysage		
Paysage	La zone du projet est située en zone d'activité économique, en périphérie de la ville.	-
Patrimoine	Le site est localisé en dehors des périmètres de protection des monuments historiques les plus proches et en dehors de sites classés ou inscrits.	-
Risques naturels, sanitaires et technologiques		
Inondation	Aucun PPRI sur la commune de Saint-Priest. Aléa faible de risque de remontée de nappe dans les sédiments (source : Infoterre).	-
Mouvement de terrain	Aucun mouvement de terrain n'a été recensé dans un rayon de 500 m.	-

Eléments	Atouts du site	Contraintes du site
Retrait gonflement des argiles	-	Le risque retrait et gonflement des argiles est considéré comme faible sur la zone de l'étude (source : Infoterre).
Séisme	-	Exposition modérée au risque sismique (source : Infoterre).
Risque industriel	Site en dehors des périmètres des PPRT.	-
Risque rayonnements ionisants	-	Pas d'informations sur ce risque.
Pollution de sol	Pas de contamination identifiée d'une pollution.	-
Nuisance sonore	-	Les carrières de La Poudrette se trouvent à 900m au Nord du site étudié. Le site est localisé à moins de 1 km de l'autoroute A43 et de la nationale N346 (incluses dans le PPBE), ainsi qu'à 700m de l'aéroport d'affaires de Lyon-Bron.
Nuisance olfactive	Pas de nuisance directe.	-
Nuisance lumineuse	Eclairage public et des activités alentours (magasins, industries,...)	-
Nuisance liée à des vibrations	Zone non concernée par des vibrations.	-
Milieu humain		
Urbanisme	Zone UX (zone spécialisée à dominante commerciale) du Plan Local d'Urbanisme.	-
Servitudes	Servitudes existantes pour les entrées et sorties des véhicules, donnant sur la rue du Progrès et sur la route de Grenoble.	-
Population	44 890 habitants en 2014 (source : INSEE), population en augmentation depuis 2009.	-
Accès au site	Site déjà bien desservi par la route de Grenoble et la rue du Progrès, avec un accès existant sur chacune d'elles.	-
Services	Proximité des écoles, associations, soins, commerces et artisans.	-
Transports	Commune desservie par les transports en commun (bus, métro, tramway).	-

LIDL / Saint-Priest (69) / Examen au cas par cas - Auto-évaluation

Eléments	Atouts du site	Contraintes du site
Réseau d'eau potable	Raccordement au réseau géré par la commune.	-
Réseau d'eau usée	Raccordement à une micro-station d'épuration.	-

4 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

Niveau d'impact :

A vérifier

Positif ou nul

Faible

Modéré

Fort

Domaine de l'environnement	Oui	Non	Impact potentiel du projet	Niveau d'impact
Ressources				
Le projet engendre-t-il des prélèvements d'eau ?	X		Prélèvements d'eau (au réseau local) liés à l'entretien des locaux et aux sanitaires à l'usage du personnel et des visiteurs.	
Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?		X	-	
Est-il excédentaire en matériaux ?	X		Le projet sera légèrement excédentaire en matériaux (terrain plat), avec réutilisation des terres saines et d'un bâtiment existant.	
Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?		X	-	
Milieu naturel				
Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitat, continuités écologiques ?	X		Destruction directe d'espèces floristiques communes et d'habitats d'espèces de la faune commune lors du réaménagement des espaces verts. Dérangement temporaire de la faune en phase travaux par le bruit et les mouvements. Conservation cependant des 20 arbres actuellement plantés sur le site et plantation de 15 nouveaux arbres. Le projet se situe en zone commerciale artificialisée et urbanisée, l'impact estimé sur le milieu naturel est donc très faible.	

LIDL / Saint-Priest (69) / Examen au cas par cas - Auto-évaluation

Domaine de l'environnement	Oui	Non	Impact potentiel du projet	Niveau d'impact
Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les zones à sensibilité particulière énumérées dans le Cerfa 14734*03		X	-	
Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?		X	-	
Risques et nuisances				
Est-il concerné par des risques technologiques ?		X	Site en dehors du périmètre des PPRT.	
Est-il concerné par des risques naturels ?	X		Sensibilité faible face au risque inondation par remontée de nappe dans les sédiments. Le risque faible de retrait et gonflement des argiles et l'exposition modérée aux séismes seront pris en compte.	
Engendre-t-il des risques sanitaires ?		X	-	
Est-il concerné par des risques sanitaires ?		X	Aucune pollution n'a été détectée au droit du site lors des sondages réalisés par Tauw France (2017). Une seule ICPE est localisée dans un rayon de 500 m du site d'étude, les Forges de Montplaisir, qui est une activité soumise à	

Domaine de l'environnement	Oui	Non	Impact potentiel du projet	Niveau d'impact
			enregistrement pour son stockage de gaz, de liquides inflammables et le travail de métaux, mais elle ne représente pas de risque direct.	
Commodités de voisinage				
Est-il source de bruit ?	X		Bruits émis par le chantier lors de la phase de travaux, qui seront limités et temporaires. Source de bruits liés à la circulation lors des heures d'ouverture et des livraisons. La nuisance sera limitée au vu de la zone d'implantation du magasin (Annexe 5), en zone commerciale urbanisée.	
Est-il concerné par des nuisances sonores ?	X		Le site est localisé à moins de 1 km des carrières de La Poudrette, de l'aéroport d'affaires de Lyon-Bron, de l'autoroute A43 et de la nationale N346 (incluses dans le PPBE, Annexe 6).	
Engendre-t-il des odeurs ? Est-t-il concerné par des nuisances olfactives ?		X	-	
Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?		X	-	
Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	X		Eclairage artificiel du centre commercial aux heures d'ouverture. La nuisance est déjà existante aux alentours (éclairage public et des commerces et industries de la zone).	
Pollutions				
Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ?	X		Rejets atmosphériques liés à l'augmentation du trafic.	

LIDL / Saint-Priest (69) / Examen au cas par cas - Auto-évaluation

Domaine de l'environnement	Oui	Non	Impact potentiel du projet	Niveau d'impact
Engendre-t-il des rejets hydrauliques ? Si oui, dans quel milieu ?	X		Rejet des eaux usées dans une micro-station d'épuration. Les eaux pluviales seront traitées par infiltration.	
Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	X		Production de déchets ménagers liés à l'activité du site.	
Patrimoine / Cadre de vie / Population				
Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?		X	-	
Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme/aménagement)	X		Le projet va remplacer un magasin de vente de papiers peints par un centre commercial LIDL. Les emplois spécifiques au magasin Chantemur seront supprimés et ceux spécifiques à LIDL seront créés.	

5 Conclusion de l'auto-évaluation

Le projet a identifié les enjeux et les contraintes du site et les a pris en compte pour établir un programme qui y répond au mieux.

Les prélèvements en eau seront négligeables (eaux sanitaires et nettoyage du magasin, aucun au niveau du parking).

Le projet n'engendrera pas d'impact significatif sur le milieu physique au droit du site.

Les aléas et risques naturels ne sont cependant pas complètement négligeables. En effet, La commune de Saint-Priest est soumise à un risque sismique modéré. La commune de Saint-Priest ne fait partie d'aucun Plan de Prévention du Risque d'Inondation et le site n'est soumis qu'à un risque faible de remontée de nappe dans les sédiments.

Toutefois, le projet respectera les exigences liées aux problématiques géotechniques rencontrées.

Aucune exposition directe aux risques technologiques ne concerne le site du projet, cependant il faudra prendre en compte les réseaux (électriques, eau, ...) déjà existants pour le magasin Chantemur lors de la phase de travaux.

Aucune pollution importante des sols n'a été trouvée au droit du site lors des investigations réalisées par Tauw France en août 2017. La qualité des sols est compatible d'un point de vue sanitaire avec le projet d'aménagement ainsi qu'avec une infiltration des eaux pluviales.

L'impact sonore sur le voisinage sera faible au vu de l'emplacement du site, dans une zone d'activité à dominante commerciale.

Le projet n'engendrera pas d'impact significatif sur le milieu naturel car il se situe dans une zone d'activité, sur un terrain artificialisé, de faible intérêt écologique. Des espaces verts seront aménagés et permettront l'installation (ou la réinstallation) d'une biodiversité commune.

Le projet n'a pas d'impact sur le patrimoine architectural ou les paysages, car il se situe en dehors des périmètres de protection associés.

Les impacts du projet dans son ensemble, et qui plus est du parking, sont donc négligeables.

Au regard de l'analyse réalisée, et ayant passé en revue l'ensemble des composantes environnementales, nous estimons que le projet de parking peut être dispensé d'étude d'impact.

6 Limites de validité

Tauw France a établi ce rapport au vu des informations fournies par le client/maître d'ouvrage et au vu des connaissances techniques acquises au jour de l'établissement du rapport.

De plus, Tauw France ne saurait être tenu responsable des mauvaises interprétations de son rapport et/ou du non-respect des préconisations qui auraient pu être rédigées.

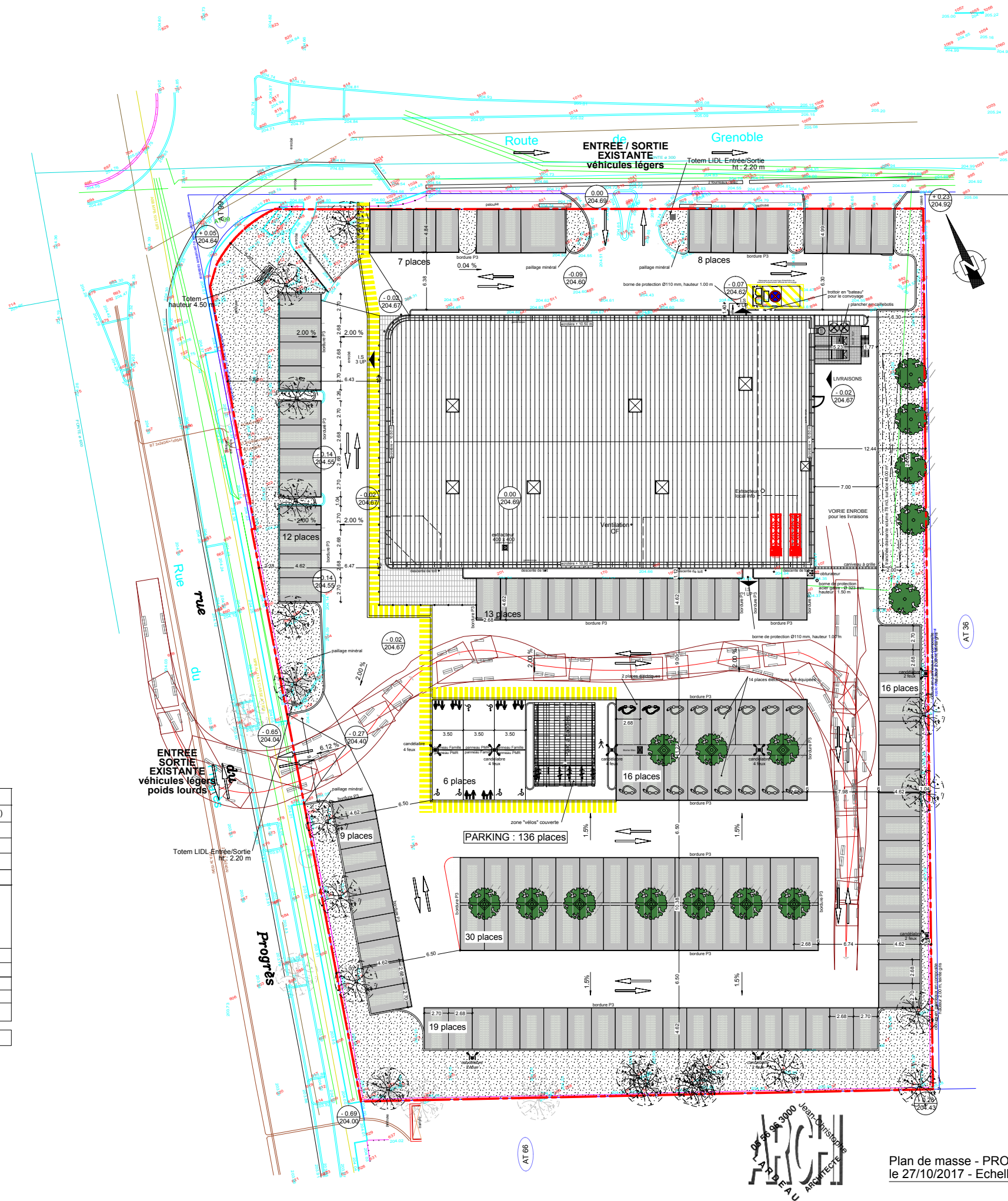
Annexe

1

Plans de masse : projet de magasin LIDL et son parking ; bâtiment à démolir

TABLEAU DES SURFACES	
Désignations	Surfaces (m²)
Terrain selon application cadastrale (ATn'98)	7 306.00
Terrain selon relevé du géomètre	7 268.00
Emprise au sol	1 378.13
Surface de plancher Rdc + Etage	1 398.00
Parking	4 510.10
Aire de stationnement "place autopartage"	0.00
Aire de stationnement "place électrique"	241.65
Aire de stationnement traitée en "ecomousse"	1 470.70
Aire de stationnement traitée en "enrobé"	118.35
Circulations	2 679.40
Parvis	75.00
Trottoirs	78.95
Espaces verts	1 143.10
Arbres	35 unités
* existants	20 unités
* à planter	15 unités

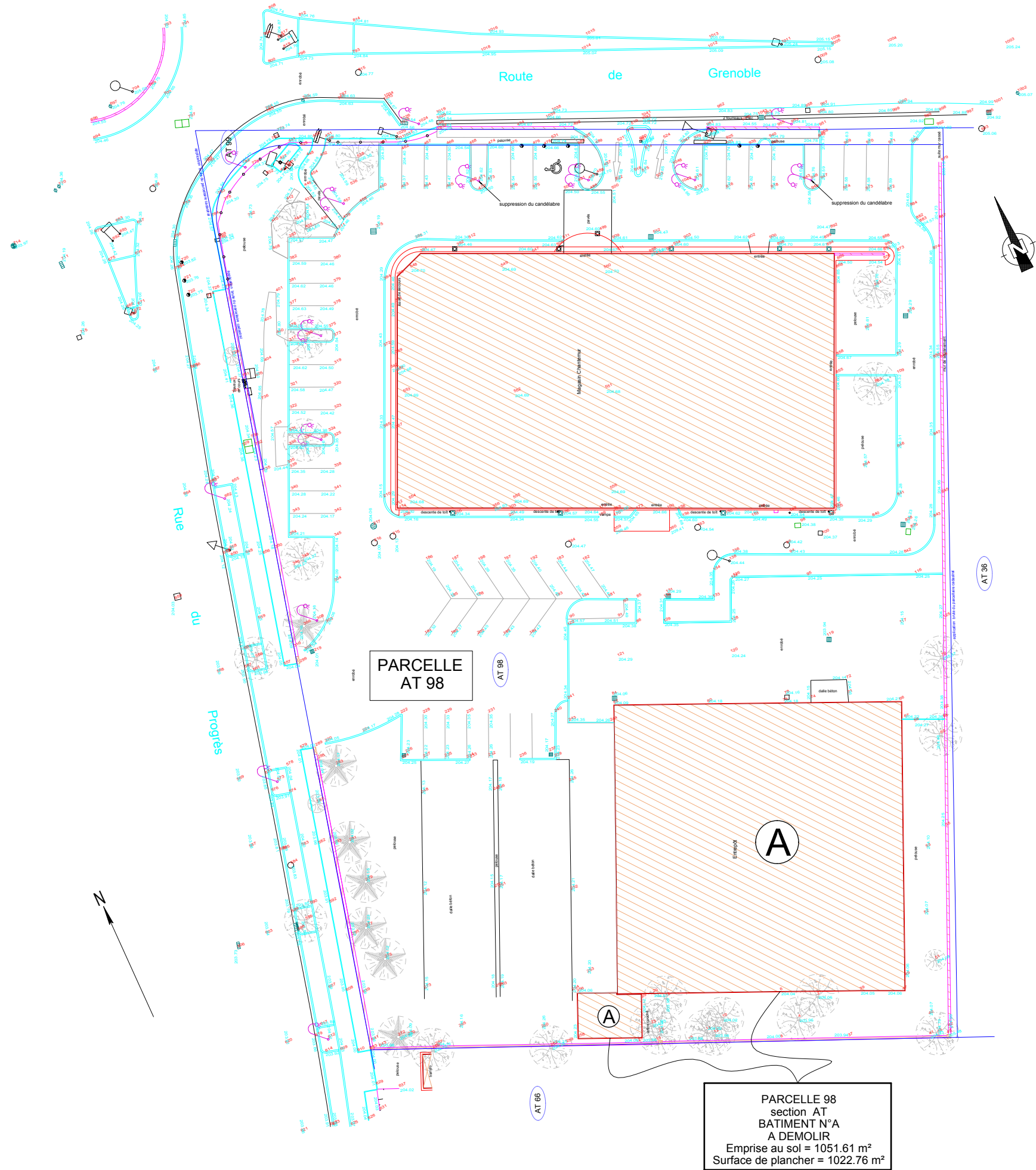
PARKING : 136 places



06 99 96 3000 Jean-Christophe
L. A. R. M. A. U.
ARCHITECTE

Plan de masse - PROJET
le 27/10/2017 - Echelle : 1/500°

LIDL
231 Route de Grenoble
69 800 SAINT PRIEST



04 99 96 3000
Jean-Christophe
L. A. P. E. U.
ARCHITECTE

Plan de masse - ETAT DES LIEUX
le 27/10/2017 - Echelle : 1/500°

LIDL
231 Route de Grenoble
69 800 SAINT PRIEST

Annexe

2

Notice d'insertion paysagère

NOTICE D'INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT PAYSAGER

(décret n°94-408 du 18 mai 1994)

Projet

PERMIS DE CONSTRUIRE

**AMENAGEMENT D'UNE SURFACE
COMMERCIALE DANS UNE COQUE EXISTANTE**

231, Route de Grenoble
69 800 SAINT PRIEST

Maître d'Ouvrage

SNC LIDL

35, rue Charles Péguy - 67 039 STRASBOURG Cedex

Architecte

Jean-Christophe LARDEAU

23-25, avenue de la Marne - 33 700 MERIGNAC

NOTICE D'INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT PAYSAGER

Maître d'Ouvrage :

SNC LIDL
35, rue Charles Péguy
67 039 STRASBOURG Cedex

Références et description du projet :

Projet : Aménagement d'une surface commerciale LIDL dans une coque existante

Adresse du projet : 231 Route de Grenoble – 69 800 SAINT PRIEST

Terrain : . cadastre section et parcelle : AT – 98
. surface du terrain objet du PC : 7 306,00 m²

Construction : . Hauteur de la façade principale existante : 10,50 m
. Façades : bardage métallique
. Toitures : bac acier isolé et étanchéité
. Nombre de places de stationnement : 136 places

Environnement :

La parcelle du projet se situe sur la commune de Saint-Priest, au sein d'une zone commerciale et s'étend sur 7 306,00 m². Le terrain est actuellement occupé par une surface commerciale et un entrepôt.

Le terrain est accessible par la route de Grenoble et la rue du Progrès. Il est bordé sur ses limites par des commerces.

Parti architectural :

La surface commerciale LIDL sera aménagée dans une coque existante sur la partie Nord du terrain.

Une aire de stationnement sera créée sur la partie Sud de l'emprise foncière. Au Nord, les places de stationnement seront conservées en leur nombre et modifiées dans leur traitement avec la mise en place d'un système de type ECOVEGETAL. Les accès au parking se feront à l'Ouest, rue du Progrès, pour les poids lourds (livraisons) et les véhicules légers et au Nord du terrain, Route de Grenoble, uniquement pour les véhicules légers. Ces deux accès sont existants et ne seront pas modifiés par le présent dossier.

Ce bâtiment sera constitué en rez-de-chaussée d'une surface de vente, d'un sas d'entrée et sortie, d'un sanitaire PMR, d'un local passation commande, d'un local préparation pain, d'une réserve avec des chambres froides négative et positive, et d'un local poubelles extérieur.

Un étage partiel sera créé au-dessus de la réserve et des sanitaires PMR. Il sera accessible par une circulation verticale implantée dans la réserve. Ce niveau comprendra les locaux sociaux et techniques.

L'accès à la surface de vente se fera par l'angle biseauté à 45° au Sud/Ouest du bâtiment, sous l'auvent.

Une zone technique non couverte sera positionnée au-dessus du local poubelles et sera accessible par un escalier métallique.

Du point de vue des façades, le bâtiment possédera un mur rideau vitré en façade Ouest et Nord (afin d'éclairer naturellement la surface de vente) et celui-ci se retournera sur la façade Sud marquant ainsi les accès au magasin pour la clientèle. Les façades seront constituées en bardage métallique double peau finition

"nervurée" comme l'existant et seront de teintes gris RAL 9006 et blanc pur RAL 9010 (sur une hauteur de 4,50 m autour des châssis vitrés). Cela permettra d'assurer l'insertion du projet dans le site, compte tenu des caractéristiques des constructions existantes dans l'environnement immédiat du projet (voir photo ci-dessous du bâtiment voisin au projet).



Le sas d'entrée et sortie, positionné sous l'auvent, fera la liaison entre le parking et la surface de vente.

La surface de vente LIDL sera desservie par trois (3) issues de secours positionnées sur les façades Nord, Ouest et Sud. La réserve possédera deux (2) issues de secours (façade Sud et Est).

La toiture existante est constituée d'un toit double pente en bac acier avec isolation et étanchéité. Un garde-corps métallique sera installé sur la périphérie de la toiture afin de la sécuriser.

D'un point de vue signalétique, un totem de 4,50 m de hauteur sera installé dans l'espace vert dans l'angle Nord du terrain, à proximité du rond-point. Il aura une largeur de 1,55 m et sera à double face.

Deux totems carrés rétroéclairés renforceront la signalétique des accès du parking (route de Grenoble et rue du Progrès).



Un parc à caddies couvert sera mis en place sur le parking à proximité des places « PMR et Famille ». Il comprendra des arceaux métalliques à l'arrière de la zone caddies, pour accueillir les vélos de la clientèle. Cet espace sera également couvert (voir réalisation ci-dessous).



Espaces paysagers :

Les limites sur les voies publiques seront traitées en espaces paysagers alternant des paillages minéralisés (Gravillon blanc, ardoise, pouzzolane) et des zones engazonnées.



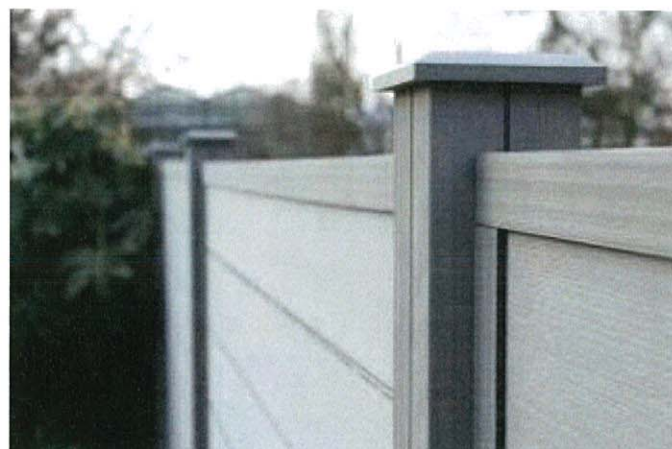
Des arbres de haute tige, des arbustes et des rochers de décorations seront également disposés le long de ces limites.

Le parking du magasin LIDL sera planté de 35 arbres, soit plus d'un arbre pour 4 places de stationnement. (voir plan de masse). Vingt arbres seront existants et quinze arbres seront à planter (voir plan de masse couleur ci-joint).

L'ensemble des places de stationnement (sauf les places PMR et Familles qui seront en enrobé) seront traitées avec des bandes de roulement en pavés drainants gris béton (type ecovegetal) et des espaces centraux avec des pavés ecovegetal mousse.



Le traitement des limites du terrain seront conservées dans leur ensemble. La seule modification portera sur l'ajout d'une clôture en panneaux composite de teinte grise le long des 16 places de stationnement à l'Est du site. Elle aura une hauteur de 2,00 m.



Description des couleurs du projet :

Les couleurs du projet seront pour les :

. façades extérieures	en bardage métallique	en peinture gris, RAL 9006 en peinture blanc RAL 9010
. menuiseries aluminium et métalliques		gris graphite, RAL 7024
. enseigne		jaune RAL 1021, bleu gentiane, RAL 5010 et rouge feu, RAL 3000
. couverture		bac acier isolé et étanchéité
. aménagement intérieur en parois et faux-plafond		blanc, RAL 9010.

Annexe

3

**Arrêté fixant la liste des communes incluses dans la ZRE des
couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais**



PREFET DE L'ISERE

PREFET DU RHÔNE

**Direction Départementale des
Territoires de l'Isère**

**Direction Départementale des
Territoires du Rhône**

ARRETE INTERPREFECTORAL N° DDT_SEN_2015_12_14_01

Arrêté fixant la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux (ZRE) des couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais et précisant la profondeur à partir de laquelle la ZRE s'applique

Le préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L.211-1, L.211-2, L.211-3 et L.212-1 du Code l'Environnement fixant le cadre de préservation de la ressource en eau ;

VU les articles R.211-71 à R.211-74 du Code de l'Environnement relatifs à la constitution des Zones de Répartition des Eaux ;

VU l'article R.214-1 du Code de l'Environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement ;

VU les articles R.214-6 à R.214-60 du Code de l'Environnement relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 03 décembre 2015 ;

VU l'arrêté n° 14-231 du 27 novembre 2014 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée, portant classement en zone de répartition des eaux des couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article R.211-72 du Code de l'Environnement susvisé, il appartient aux préfets du Rhône et de l'Isère de constater par arrêté la liste des communes des deux départements, incluses dans la zone de répartition des eaux ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des Territoires du Rhône et de Madame la directrice départementale des Territoires de l'Isère,

ARRETE

Article 1 : Périmètre du système aquifère « couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais », classé en zone de répartition des eaux (ZRE)

Le système aquifère concerné par la zone de répartition des eaux est constitué par les alluvions fluvio-glaciaires des trois couloirs de la nappe de l'est lyonnais à l'exclusion des moraines.

Le périmètre du système aquifère « couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais » sur lequel la ZRE s'applique, est précisé en annexe I au présent arrêté.

Les règles de répartition qui sont édictées ou qui peuvent être mises en place dans cette ZRE, ont pour objet de concilier les intérêts des diverses catégories d'usagers, en vue d'atteindre l'objectif d'équilibre quantitatif des eaux fixé au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

La cartographie de la ZRE figure en annexe I. Une cartographie plus précise est disponible sur les sites internet des services de l'État du Rhône et de l'Isère.

Article 2 : Communes concernées par la Zone de Répartition des Eaux

La liste des communes des départements du Rhône et de l'Isère incluses dans la ZRE des couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais, est précisée à l'annexe II au présent arrêté.

Toute commune, dont une partie du territoire seulement est concernée par le périmètre du système aquifère, est incluse dans la ZRE pour la totalité de son territoire, la ZRE s'appliquant uniquement sur le système aquifère visé.

Article 3 : Profondeur à partir de laquelle la ZRE s'applique

Le système aquifère « couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais » est classé sur toute son épaisseur, depuis la cote du terrain naturel, dans ses parties libres et captives jusqu'au toit de la molasse miocène.

Article 4 : Réglementation applicable aux prélèvements en eau dans la ZRE

Les prélèvements à usages domestiques au sens de l'article R.214-5 du Code de l'Environnement et ceux inférieurs à 1 000 m³/an, assimilés à des prélèvements domestiques, ne sont pas concernés par les conséquences du classement en ZRE.

Dans le périmètre de la ZRE, les seuils d'autorisation et de déclaration pour les prélèvements dans les couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais, relevant de la nomenclature des opérations visées à l'article L. 214-1 du Code de l'Environnement, sont abaissés par le biais de l'application de la rubrique 1.3.1.0. de cette nomenclature.

A l'exception des prélèvements domestiques, les seuils applicables aux prélèvements en zone de répartition des eaux sont les suivants :

- Prélèvement supérieur ou égal à 8 m³/h : autorisation ;
- Dans les autres cas : déclaration.

Article 5 : Prélèvements existants :

Les prélèvements existants à la date de la publication du présent arrêté, en situation régulière au regard du Code de l'Environnement, qui viennent à être soumis à déclaration ou autorisation en application de celui-ci, peuvent se poursuivre à condition que leur exploitant fournisse au préfet dans un délai de trois mois conformément à l'article R.211-74 du Code de l'Environnement, s'il ne l'a pas déjà fait, les informations mentionnées à l'article R.214-53 du même Code. La liste de ces informations est reprise en annexe III au présent arrêté.

Conformément à l'article R.214-17 du code de l'environnement, le préfet peut prendre, des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

Article 6 : Clause de précarité

Les permissionnaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque suite à l'application du présent arrêté.

Article 7 : Contrôle

Les inspecteurs de l'environnement, ainsi que les agents habilités pour constater les infractions en matière de Police des Eaux et de la Pêche, auront en permanence libre accès aux installations pour le contrôle des conditions imposées.

Article 8 : Délais et voies de Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux,
- soit d'un recours hiérarchique

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut rejet tacite du recours gracieux ou hiérarchique.

Le présent arrêté, ainsi que les décisions de rejet des recours gracieux et hiérarchiques, peuvent être déférées dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Lyon situé 184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03 ou du tribunal administratif de Grenoble situé 2 place de Verdun 38000 Grenoble.

Article 9 : Publicité et affichage

Le présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et affiché à la porte des mairies des communes figurant en annexe II, pendant une période minimum de un mois.

Une attestation de l'accomplissement de ces formalités sera dressée par les services du maire et envoyée au préfet dont dépend la commune.

Un avis sera inséré par les soins des Préfets du Rhône et de l'Isère dans un journal local diffusé dans tout le département concerné.

Article 10 : Autres mesures de publicité

Le Préfet, Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué à l'égalité des chances, le Secrétaire Général de la préfecture de l'Isère, le directeur départemental des territoires du Rhône, la directrice départementale des territoires de l'Isère, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les maires des communes listées à l'annexe II du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de son exécution et de sa publication avec ses annexes et cartes, au recueil des actes administratifs des préfectures du Rhône et de l'Isère et sur les sites internet des services de l'Etat dans le Rhône et dans l'Isère.

Une copie sera adressée pour information à :

- Monsieur le Préfet de la Région Rhône-Alpes, coordonnateur de bassin Rhône Méditerranée
- Monsieur le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Est lyonnais
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Monsieur le Directeur régional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture du Rhône
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Isère
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rhône
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Isère
- Monsieur le Président de l'UNICEM Rhône-Alpes

Fait à Grenoble, le - 7 JAN. 2016
Le Préfet de l'Isère

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Patrick LAPOUZE

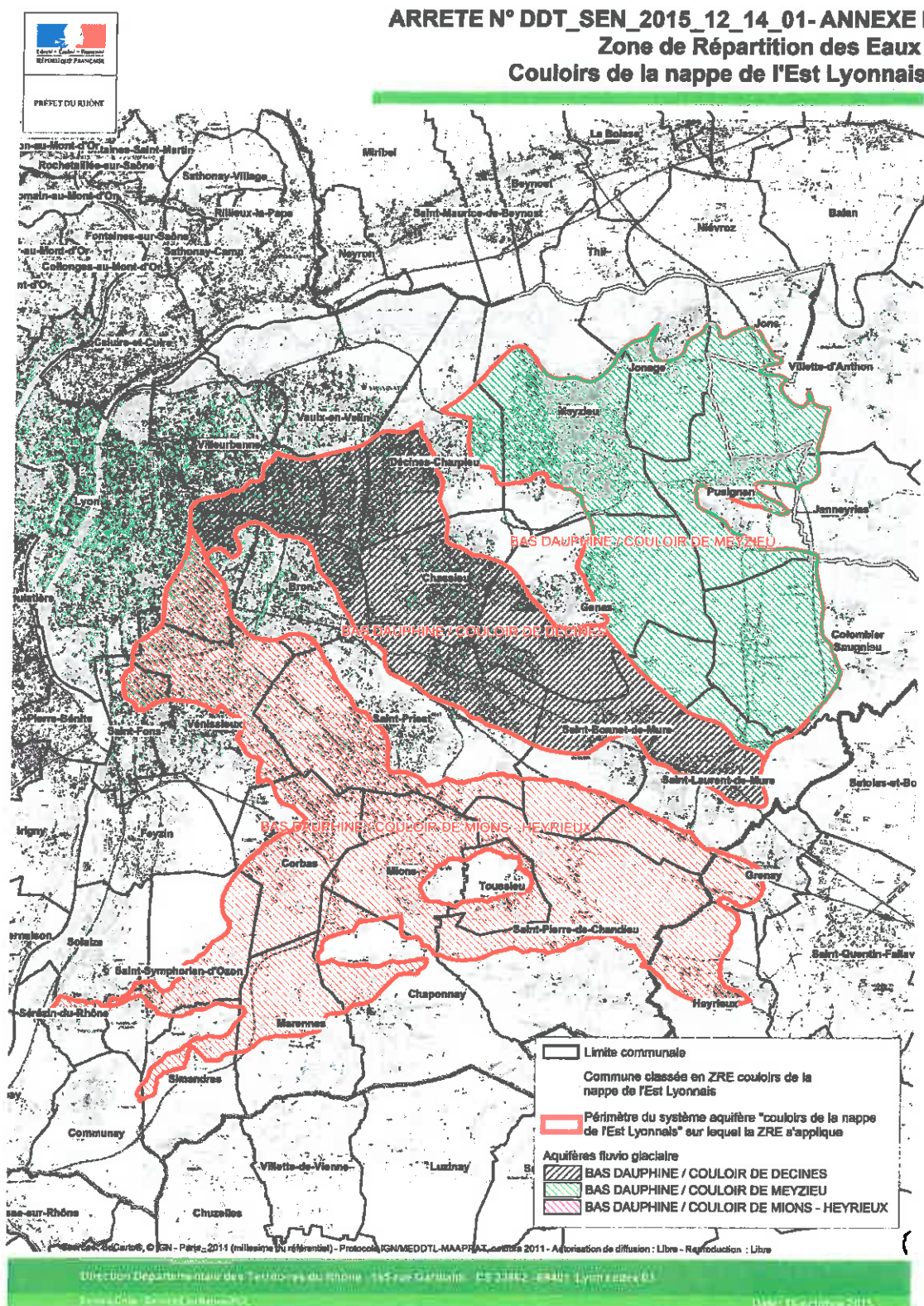
Fait à Lyon, le 27 JAN. 2016
Le Préfet du Rhône

Le Préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Xavier INGLEBERT

Annexe I

Périmètre du système aquifère « couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais » classé en Zone de Répartition des Eaux



Annexe II

Liste des communes incluses dans la Zone de Répartition des Eaux des couloirs de la nappe de l'Est Lyonnais

Les communes incluses dans la Zone de Répartition des Eaux des couloirs de la nappe alluviale de l'Est Lyonnais sont les 32 communes suivantes.

Toute commune, dont une partie du territoire seulement est concernée, est incluse dans la ZRE pour la totalité de son territoire, la ZRE s'appliquant uniquement sur la masse d'eau visée.

- BRON
- CHAPONNAY
- CHASSIEU
- COLOMBIER-SAUGNIEU
- COMMUNAY
- CORBAS
- DECINES-CHARPIEU
- GENAS
- GRENAY
- HEYRIEUX
- JANNEYRIAS
- JONAGE
- JONS
- LYON
- MARENNES
- MEYZIEU
- MIONS
- PUSIGNAN
- SAINT-BONNET-DE-MURE
- SAINT-FONS
- SAINT-LAURENT-DE-MURE
- SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU
- SAINT-PRIEST
- SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON
- SEREZIN-DU-RHONE
- SIMANDRES
- SOLAIZE
- TOUSSIEU
- VAULX-EN-VELIN
- VENISSIEUX
- VILLETTE-D'ANTHON
- VILLEURBANNE

Annexe III

Liste de pièces à fournir pour la régularisation de prélèvements existants

En application de l'article R.214-53, les pièces à fournir par le propriétaire ou le responsable de l'activité, en vue de la régularisation de prélèvements existants légalement réalisés, sont les suivantes :

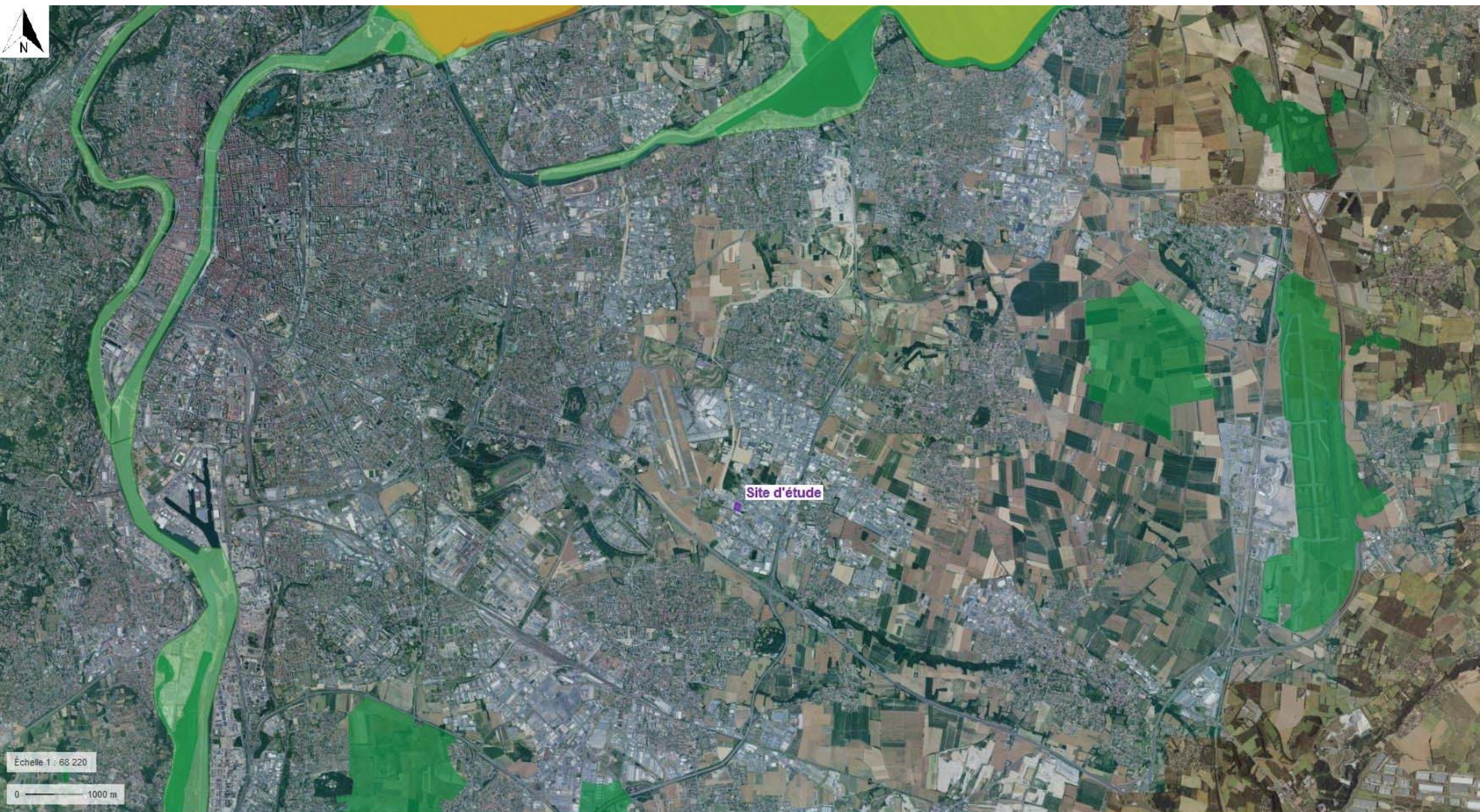
- 1° Son nom et son adresse ;
- 2° L'emplacement de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité ;
- 3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.

Le préfet peut en outre exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 214-6 ou R. 214-32.

Annexe

4

Zonages naturels autour du site d'étude



Légende:

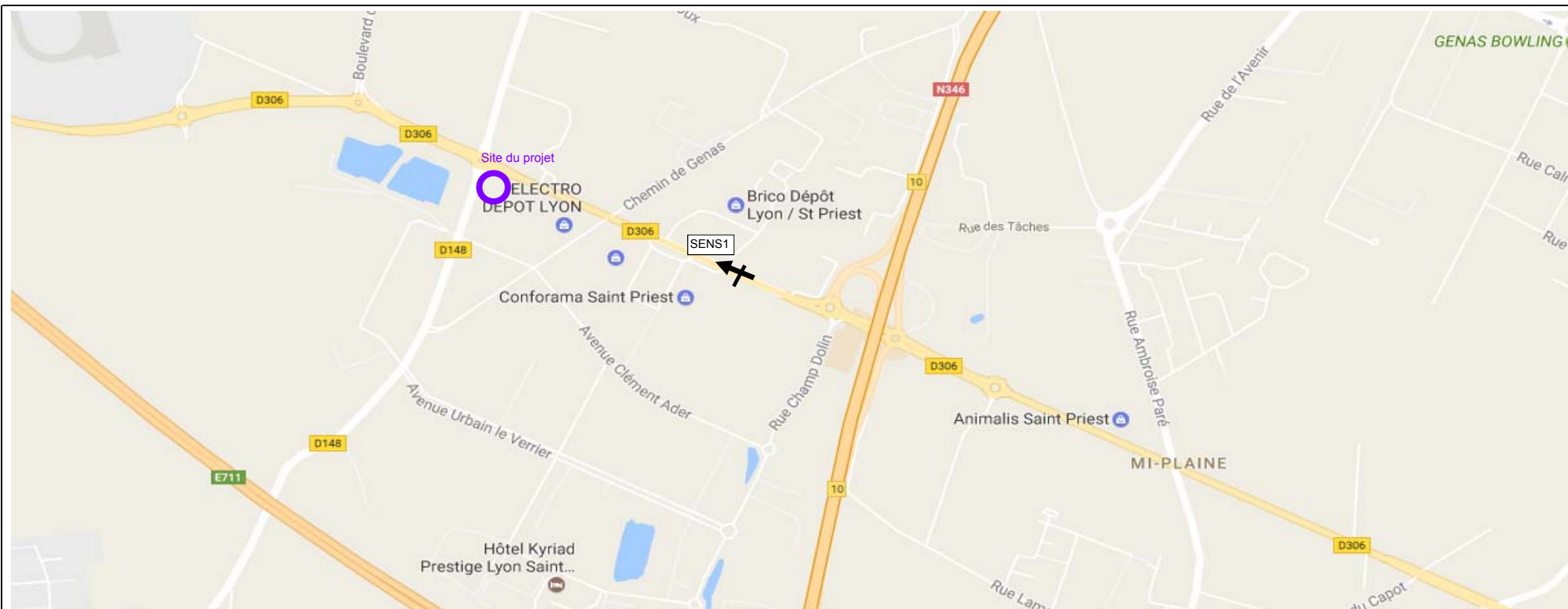
- ZNIEFF de type I
- ZNIEFF de type II
- Zone Natura 2000 (directive habitats)
- Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

source: Géoportail, INPN
date: 26/09/2017

Annexe

5

Etude de trafic simplifiée



Débits			Périodes		
%	TMJ	TMH	1	2	3

Periode 1 :	à	Sens3 = Sens1 et Sens2 confondus
Periode 2 :	à	TMH = Taux moyen horaire
Periode 3 :	à	TMJ = Taux moyen journalier

Sens 1	TV (Tout véhicules)	100%	6904	287,7	0	0	0
	VL (Véhicules légers)	92,7%	6400	266,6	0	0	0
	PL (Poids lourds)	7,3%	504,7	21,0	0	0	0
Sens 2	TV (Tout véhicules)	100%	7314	304,8	0	0	0
	VL (Véhicules légers)	93,1%	6808	283,7	0	0	0
	PL (Poids lourds)	6,9%	506,3	21,1	0	0	0
Sens 3 (S1+S2)	TV (Tout véhicules)	100%	14219	592,4	0	0	0
	VL (Véhicules légers)	92,9%	13208	550,3	0	0	0
	PL (Poids lourds)	7,1%	1011,0	42,1	0	0	0

Annexe

6

**Arrêté portant approbation du PPBE de l'Etat des grandes
infrastructures de transport dans la Métropole de Lyon et le
Département du Rhône**

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale des
Territoires du Rhône

Lyon, le

3 NOV. 2015

ARRETE PREFECTORAL N° DDT_STS_2015_10_20_01

**Portant approbation du Plan de prévention du bruit dans
l'environnement – PPBE de l'État des grandes infrastructures de
transport dans la Métropole de Lyon et le Département du Rhône**

**Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est,
Préfet de la Région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite**

VU la directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

VU les articles R.572-12 à R.572-11 du code de l'environnement relatifs à l'évaluation, la prévention et la réduction du bruit dans l'environnement ;

VU le décret n°2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU la circulaire du 7 juin 2007 portant sur l'élaboration des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU la circulaire du 23 juillet 2008 portant sur l'élaboration des plans de prévention du bruit dans l'environnement relevant de l'État et concernant les grandes infrastructures ferroviaires et routières ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014213-005 du 1^{er} août 2014 portant établissement de la carte de bruit des voies du réseau routier national concédé et non concédé ;

VU la publication de l'avis de consultation du public sur le plan de prévention du Bruit dans l'environnement de l'État du 20 avril 2015 ;

VU le bilan de la consultation du public organisée du 5 mai au 5 juillet 2015 ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Rhône,

ARRETE

Article 1

Le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de l'État 2015-2018 dans la Métropole de Lyon et le Département du Rhône, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de l'État cité à l'article 1 sera consultable sur le site internet des services de l'État dans le département du Rhône.

Article 3

Le présent arrêté sera transmis :

- au ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie,
- à la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes (DREAL)
- au directeur interdépartemental des Routes Centre-Est,
- au directeur régional de l'agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME),
- aux gestionnaires des infrastructures nationales de transports dans le département du Rhône,
- au président de la Métropole de Lyon,
- au président du Conseil départemental du Rhône,
- aux maires des communes concernées.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5

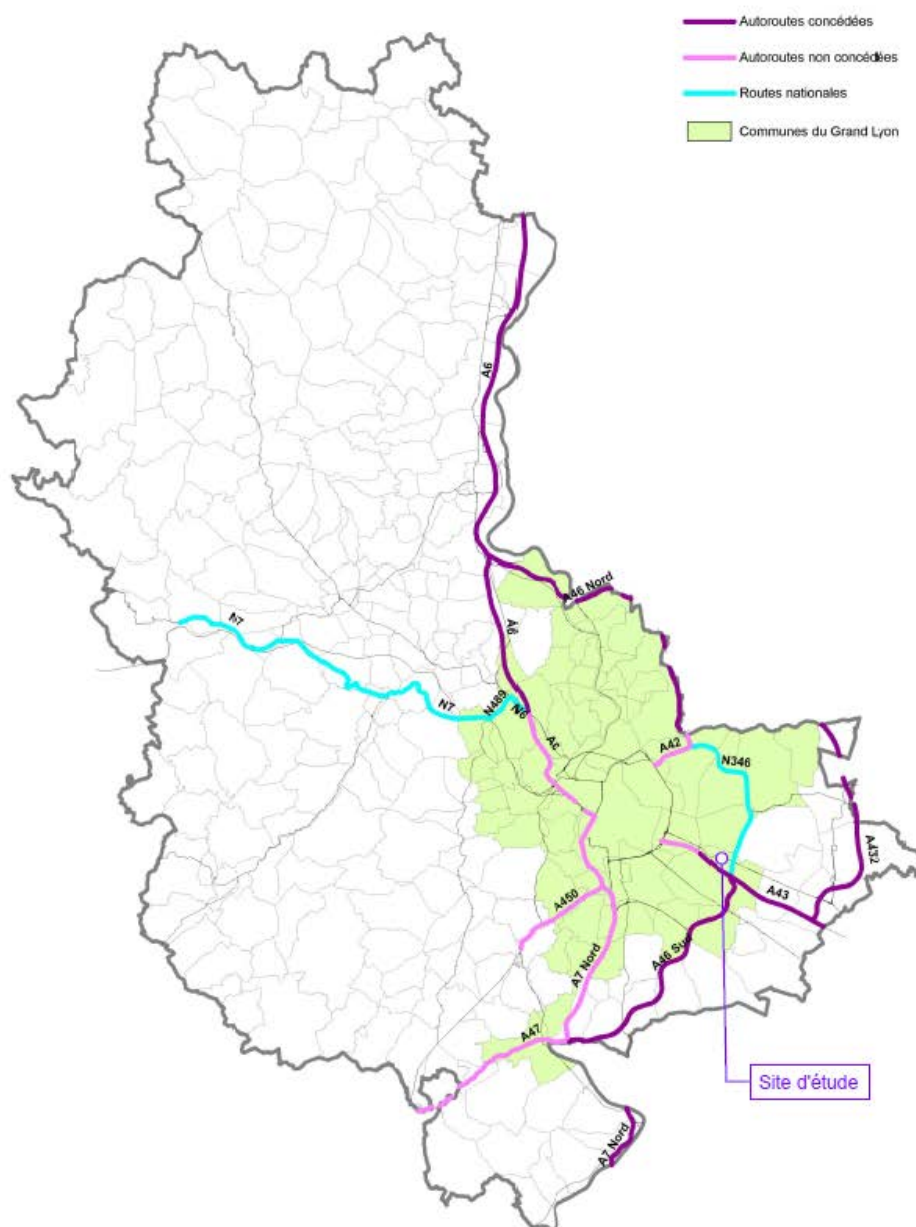
Le Préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué à l'égalité des chances, le Secrétaire général adjoint, le sous-Préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Le Préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Xavier INGLEBERT

Carte des itinéraires routiers concernés



Sources : DDT39 Service territorial Sud, BdTopo.fr, © IGN - Paris - 2011 - Protocole IGN/MEDDTL-MAAPRAT, octobre 2011 - Autorisation de diffusion : Restreinte - Reproduction : Interdite

Direction Départementale des Territoires du Rhône - 165 rue Garibaldi - CS 33862 - 69401 Lyon cedex 03

SCADT SVD

27/02/2016

Carte des itinéraires ferroviaires concernés

